SUD

Solidaires, unitaires, démocratiques

Renault Guyancourt-Aubevoye
1 Avenue du Golf 78288 Guyancourt Cedex
API - CTA G24 0 40
Tél 02 32 77 63 09 Fax : 02 32 77 61 45
Portable 06 82 45 48 18
sud.aubevoye@renault.com
Aubevoye le 05 Mars 2003 numéro 81

LA JUSTICE NOUS DONNE RAISON

SUD RENAULT Guyancourt/Aubevoye a déposé une requête au tribunal de grande instance de Versailles le 12/02/03 sur les deux protocoles d'accord, des élections C.E et D.P.

Nous vous avons informés dans notre tract du 20/02/03 N°80, sur les raisons de notre requête ainsi que sur le pourquoi SUD n'avait pas signé ces protocoles (affiché sur nos panneaux Syndicaux).

Nous sommes passés devant le tribunal Mardi 25 février 2003 et Madame la juge du tribunal de grande instance de Versailles a rendu son verdict Vendredi 28 février 2003.

Voici quelques unes de ces décisions:

- Les protocoles d'accord en date du 06/03/03 doivent être annulés.
- Renvoyons les parties à la négociation.
- Disons que les partenaires devront négocier la prorogation des mandats en cours.
- Disons qu'il convient de dire que seront inclus dans les effectifs les salariés mis à disposition par les entreprises exerçant les activités non seulement de production (*métier de l'automobile, informatique CAO et PAO*) mais encore de fonctionnement participant ainsi au processus de travail de l'entreprise, soient les métiers de surveillance, gardiennage, nettoyage, restauration, maintenance, ou formation, sauf participation ponctuelle à l'activité de l'entreprise. *Ceci concerne les élections des délégués du personnel.*
- Disons qu'il convient en revanche d'exclure ces salariés pour les élections des membres du comité d'établissement.
- Disons que l'employeur doit de bonne foi communiquer aux organisations Syndicales qui le lui demandent les documents nécessaires au contrôle de l'application faite par lui de la méthode de détermination des effectifs.
- Disons que les organisations Syndicales qui en feront la demande s'engagent par ce simple fait à respecter une obligation de discrétion dans l'utilisation de ces documents.

CHARTRE « élections D.P et C.E »

Une charte discutée par les organisations Syndicales et la Direction en central entre juin et novembre 2002 a été signée le 29/11/2002 par quatre organisations Syndicales, la CFE/CGC, CFDT, CFTC et FO.

Cette charte prévoyait tant pour les élections des D.P que pour celles des membres du C.E. que:

- les entreprises prestataires qui pourraient être concernées par la participation auxdits scrutins seraient celles dont l'activité s'exercerait dans l'enceinte de l'établissement et relevant des métiers de l'automobile, et en tout état de cause, de l'activité principale de l'établissement notamment l'informatique C.A.O. et P.A.O. et la maintenance industrielle,

- le décompte des effectifs des salariés concernés serait déterminé en prenant en compte l'activité dans l'établissement des salariés de ces entreprises mis à disposition au cours des 12 derniers mois précédents la négociation du protocole, et ce, au prorata de leur temps de travail pendant cette période,

- le personnel mis à disposition était réparti entre les collèges électoraux en fonction de sa catégorie professionnelle, selon la convention collective applicable à la société les employant et le contrat de travail des intéressés,

- cependant, il était spécifié que les salariés des entreprises prestataires concernées ne pourraient être électeurs pour les élections professionnelles dans les établissements Renault si l'accord préélectoral d'établissement le prévoyait.

Ces partenaires sociaux voulaient nous faire croire que ce document prenait en compte les avancées législatives et jurisprudentielles.

Déjà, sur l'établissement de CKD Grand Couronne, le tribunal d'instance de Rouen, saisi par SUD et la CGT avait cassé les élections C.E et D.P.

Le Tribunal d'Instance de Versailles a donné raison à SUD en annulant les protocoles électoraux de D.P et C.E du T.C.R.

SUD mène des actions afin de faire respecter le code du travail et la loi, ceci en toute démocratie, ce qui n'est pas le cas d'une certaine organisation syndicale (cf : exclusion de SUD à la gestion du C.E, non respect d'un vote majoritaire des élus C.E, Budget du C.E 2003 non voté, etc.....).

Pour le bureau des pleurs au sujet des sous-traitants, renseignez vous auprès de Monsieur l'inspecteur du travail à St Quentin en Yvelines, qui a les compétences requises.

Quant au sujet du rendu du tribunal, allez voir Madame la juge du Tribunal de Grande Instance de Versailles.

Les salariés d'Aubevoye Renault et les sous-traitants savent à qui faire appel pour la défense de leurs droits.